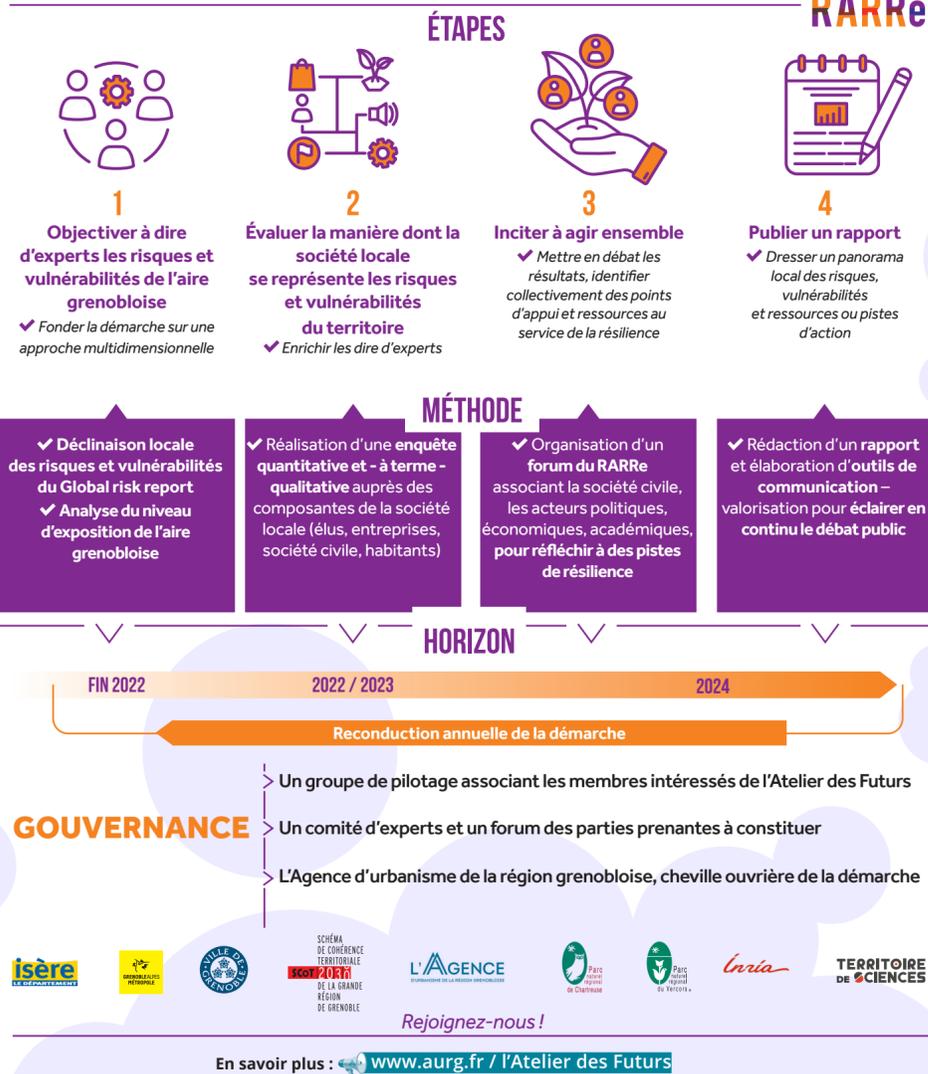


LA DÉCLINAISON LOCALE D'UNE MÉTHODE ÉPROUVÉE, CELLE DU GLOBAL RISK REPORT

Le Forum économique mondial (Davos) publie depuis 2006 un rapport annuel sur les risques globaux. Il se fonde sur une enquête permettant aux décideurs de hiérarchiser des risques à partir d'une liste établie par des experts. Dans le « top 10 », les risques environnementaux et climatiques ont progressivement supplanté la thématique économique, tandis qu'émergent l'érosion de la cohésion sociale et la paupérisation. **Le RARRe s'inspire de cette démarche pour en proposer une déclinaison locale qui veillera à cibler les vulnérabilités et ressources propres à notre territoire et à les rassembler dans un rapport annuel.** Il servira un débat et une mobilisation autour des pistes de résilience.



Le RARRe

RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RESILIENCE

UN BAROMÈTRE LOCAL POUR IDENTIFIER LES RISQUES, VULNÉRABILITÉS ET LEVIERS DE RÉILIENCE DANS TOUTES LEURS DIMENSIONS

EXPÉRIMENTATION MENÉE DANS L'AIRES GRENOBLOISE SUR LE MODÈLE DU GLOBAL RISK REPORT CONDUIT PAR LE FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

En 2021, un collectif d'acteurs institutionnels de la région grenobloise a initié une plateforme des prospectives et des stratégies. Baptisée l'Atelier des Futurs, elle se veut tout à la fois centre de ressources, creuset d'expertises et laboratoire d'idées et de solutions pour les politiques publiques locales.

Le RARRe – Rapport Annuel sur les Risques et la Résilience – est l'un des projets engagés par ce collectif. Son objectif ? Construire et faire vivre une représentation partagée et éclairée des risques et vulnérabilités économiques, sociales et environnementales de l'aire grenobloise ainsi que des ressources à mobiliser pour les anticiper.

Reproduit et enrichi chaque année, le RARRe s'attachera à faire la **synthèse des connaissances** existantes avec l'appui d'experts et de chercheurs locaux. Il permettra d'**identifier des ressources et pistes d'action** à approfondir pour renforcer la résilience de notre territoire.

FILS CONDUCTEURS

ÉLARGIR LE REGARD

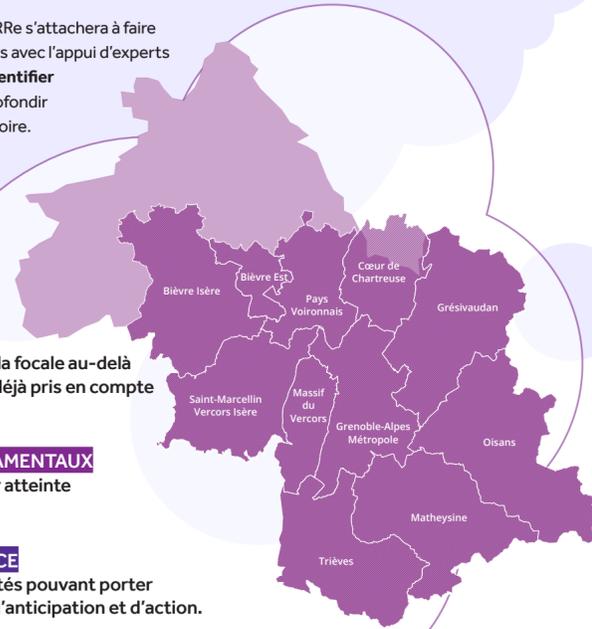
Dans une approche prospective, élargir la focale au-delà des risques naturels et technologiques déjà pris en compte dans les plans de prévention.

RÉPONDRE DEMAIN AUX BESOINS FONDAMENTAUX

Identifier risques et fragilités pouvant porter atteinte à notre capacité de réponse à ces besoins.

SE PRÉPARER À FAIRE FACE

Identifier risques et fragilités pouvant porter atteinte à notre capacité d'anticipation et d'action.



PREMIÈRE BRIQUE

LA LISTE DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉS DANS L'AIRES GRENOBLOISE

En 2022, le groupe de pilotage partenarial du RARRe s'est réuni à plusieurs reprises pour définir la méthode de mise en œuvre du projet et établir une première liste locale de risques et vulnérabilités, en s'inspirant de celle du Global Risk Report.

LE 12 JUILLET, UNE SÉANCE FONDATRICE

Cette première liste a été mise en débat au sein du groupe de travail. Afin de libérer les imaginaires, la séance s'est déroulée sous la forme d'un « jeu des sept familles des risques et vulnérabilités dans l'aire grenobloise ». L'objectif était de constituer la liste de référence pour la suite du travail ; cette liste comporte désormais 44 risques répartis en 6 grandes familles.

LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS

Les débats ont permis de préciser un certain nombre d'enjeux :

- ✓ **Conduire une lecture prospective des risques à l'échelle de notre territoire dans le cadre d'une vision globale et systémique** est une clé d'anticipation indispensable pour identifier les risques qui vont apparaître ou s'aggraver mais aussi, pour repérer les dégradations « à bas bruit » comme autant de fragilités insidieuses.
- ✓ **Regarder la situation en face**, au prisme des conséquences locales d'un « nouvel état du monde » (canicule, sécheresse, incendies, raréfaction et prix de l'énergie, paupérisation, etc.) : cela nous invite à prendre acte de difficultés « déjà là » et durables pour sortir d'une logique de réaction et pouvoir se préparer.
- ✓ **Mettre en débat la perception et la définition des risques**, car en la matière la neutralité est impossible. Selon l'angle de vue, les réponses à apporter seront différentes. Ainsi par exemple, la « défiance envers les institutions » donne à penser que le problème vient d'une population qui n'a plus confiance. Mais en déplaçant le regard on interroge a contrario la capacité des institutions à susciter la confiance ou l'adhésion des habitants. Dans le même ordre d'idée, des risques perçus comme tels (par exemple les rébellions sociales) peuvent in fine être des vecteurs de changement.
- ✓ **Identifier les chaînes de dépendance**, en considérant que « le cumul des risques est un risque en soi ». Au-delà des possibles réactions en chaîne d'une catastrophe majeure, il est nécessaire d'identifier les fragilités induites par nos dépendances vis-à-vis du pétrole ou du gaz, des chaînes d'approvisionnement mondialisées, du numérique, etc., mais aussi, d'intégrer les effets en cascade et conséquences locales du réchauffement climatique (eau, agriculture, tourisme, santé, etc.). Des outils de prise de conscience pourraient être développés, comme par exemple la conception d'une « fresque locale des risques, fragilités et interdépendances critiques ».

TROIS BALISES POUR LA PREMIÈRE ÉDITION DU RARRe

Le travail se poursuit pour aboutir début 2024 à un premier rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise. Trois étapes de travail :

- ✓ **Les fiches risques**, pour documenter la manière dont chaque risque se manifeste spécifiquement sur le territoire (probabilité, évolution future, populations concernées, etc.).
- ✓ **Une enquête** pour explorer la représentation des risques auprès des habitants, des élus, des acteurs socioéconomiques.
- ✓ **Un premier Forum du RARRe** pour mettre en débat les résultats, réfléchir collectivement à des pistes de résilience et orienter la suite du travail.

6 FAMILLES DE RISQUES

A – RISQUES & FRAGILITÉS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, AUX POLLUTIONS, À L'EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET AUX CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES

Les manifestations locales du changement climatique (érosion de la biodiversité, franchissement des limites planétaires, etc.) viennent aggraver certains risques ou fragilités (environnement, économie, santé, etc.) dans tous les domaines. En outre, **ces risques questionnent notre niveau de préparation** face à des catastrophes de grande ampleur et à la diversité de leurs ondes de choc, susceptibles de dépasser les scénarios qui fondent les plans de prévention et de gestion de crise.

B – RISQUES & FRAGILITÉS PORTANT SUR LA DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET LE FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX

L'eau, l'alimentation, les énergies, les matériaux et matières premières, le foncier, les transports, le numérique, etc. constituent des **ressources et réseaux critiques pour le fonctionnement socio-économique du territoire.**

C – RISQUES & FRAGILITÉS IMPACTANT L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Outre les conséquences locales d'une nouvelle crise économique, ces risques interrogent nos dépendances économiques vis-à-vis de l'extérieur et questionnent la capacité des acteurs (privés ou publics) à sortir d'une logique court-termiste dans un contexte de transitions, d'incertitudes et de transformations du rapport au travail.

D – RISQUES & FRAGILITÉS IMPACTANT LA CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION

Ces risques résultent de la réduction des moyens humains et financiers, des difficultés de gouvernance, de l'incapacité à générer confiance ou adhésion. Ils peuvent bloquer, retarder ou fragiliser la mise en place de politiques ou de stratégies portées par les acteurs publics.

E – RISQUES & FRAGILITÉS IMPACTANT LA CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX

Ces risques impactent l'accès aux soins, à l'emploi, au logement, à l'éducation, à la sécurité, à la mobilité, etc. Ils questionnent la capacité des services et politiques publics à préparer la résilience du territoire ou à faire face aux crises, ainsi que la mise en œuvre de certaines politiques de transition écologique ou numérique susceptibles de fragiliser des publics vulnérables.

F – RISQUES & FRAGILITÉS IMPACTANT LA COHÉSION SOCIALE

Ces risques favorisent une fragmentation de la société ou portent atteinte à la capacité d'entraide ou de solidarité entre individus / groupes sociaux : paupérisation, inégalités, replis communautaires, panne du système éducatif engendrant stigmatisation, exclusion, peur de l'avenir, défiance, etc.

« Il faut réussir à se mettre dans la tête que le pire peut arriver. C'est la condition pour passer à l'action. Et ne pas toujours prendre les scénarios les plus bas. »

« Il nous faut anticiper les réactions en chaîne liées au dépassement de seuils critiques, aux ruptures d'approvisionnement. La réalité dépasse souvent l'imagination. »



A1 - HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

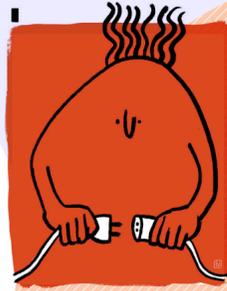


A2 - FRAGILISATION DE FILIÈRES ÉCONOMIQUES OU ÉNERGÉTIQUES LIÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



A5 - DÉGRADATION DES MILIEUX NATURELS ET DES SERVICES QU'ILS RENDENT LIÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE & AUX POLLUTIONS

CHANGEMENT CLIMATIQUE, POLLUTIONS, EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES



B3 - DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE



B4 - TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAu



B5 - TENSIONS SUR L'USAGE DU FONCIER (AGRICULTURE, ÉCONOMIE, LOGEMENT)

(IN) DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET (DYS) FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX



C4 - DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT POUVANT ÊTRE ACCRUES PAR UNE BAISSE DE LA POPULATION ACTIVE



C2 - DÉPENDANCE DES ENTREPRISES LOCALES VIS-À-VIS DE CENTRES DE DÉCISION EXTERNES



C1 - CRISE ÉCONOMIQUE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



D1 - BAISSE DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS DONT DISPOSENT LES ACTEURS PUBLICS



D2 - MANQUE DE COOPÉRATION ENTRE ACTEURS, ENTRE INSTITUTIONS, ENTRE TERRITOIRES



D3 - INCAPACITÉ DES ACTEURS PUBLICS QUI PRIVÈRA GÉNÈRE DE LA CONFIANCE OU DE L'ADHÉSION

(IN) CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION



E6 - FRAGILISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF & DE FORMATION



E1 - DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS



E9 - DIFFICULTÉS D'ACCÈS ET D'USAGE DU NUMÉRIQUE (ÉQUIPEMENT, COMPÉTENCE, COUVERTURE 4G)

(IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX



F6 - DÉGRADATION DU « VIVRE ENSEMBLE » (REPÈRE IDENTITAIRE, STIGMATISATION DE CERTAINES COMMUNAUTÉS)



F7 - AUGMENTATION DES SITUATIONS D'ISOLEMENT ET DE LEURS CONSÉQUENCES (LIENS SOCIAUX, BUDGET, BIEN-ÊTRE)



F2 - ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS REÇU DE LA MIXITÉ SOCIALE

COHÉSION SOCIALE

A

- A1 - Hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique
- A2 - Fragilisation de filières économiques ou énergétiques
- A3 - Dégradation de l'état de santé des populations
- A4 - Dégradation de la qualité de vie en ville
- A5 - Dégradation des milieux naturels et des services qu'ils rendent
- A6 - Réduction des capacités locales de production agricole & alimentaire
- A7 - Risques technologiques & industriels

B

- B1 - Tensions sur les ressources en eau
- B2 - Difficultés d'approvisionnement alimentaire
- B3 - Difficultés d'approvisionnement énergétique
- B4 - Difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières
- B5 - Tensions sur l'usage du foncier
- B6 - Dégradation ou interruption des réseaux et infrastructures de transport
- B7 - Dysfonctionnement des réseaux de télécommunication et cyberattaques

C

- C1 - Crise économique
- C2 - Dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs
- C3 - Baisse d'attractivité de certains emplois, métiers ou secteurs d'activité
- C4 - Difficultés de recrutement pouvant être accrues à terme par une baisse de la population active

D

- D1 - Baisse des moyens humains et financiers dont disposent les acteurs publics
- D2 - Manque de coopération entre acteurs, entre institutions, entre territoires
- D3 - Incapacité des acteurs publics ou privés à générer de la confiance ou de l'adhésion
- D4 - Prédominance de la vision à court terme, incapacité à se projeter vers d'autres modèles de développement
- D5 - Dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique
- D6 - Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents

E

- E1 - Dégradation de l'offre de soins
- E2 - Hausse du nombre de personnes en demande de soins
- E3 - Dégradation de la prise en charge des personnes vulnérables
- E4 - Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle
- E5 - Manque de logements décents et abordables
- E6 - Fragilisation du système éducatif et de formation
- E7 - Fragilisation de la justice et de la police
- E8 - Augmentation du coût des déplacements et difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile
- E9 - Difficultés d'accès et d'usage du numérique
- E10 - Difficultés d'accès aux services publics et aux droits

F

- F1 - Hausse de la pauvreté
- F2 - Accroissement des inégalités, recul de la mixité sociale
- F3 - Perte d'attractivité de l'école publique et incapacité de l'école à assurer l'égalité des chances
- F4 - Enracinement d'activités illégales / criminelles
- F5 - Difficulté d'accueil et d'intégration des migrants et réfugiés climatiques
- F6 - Dégradation du « vivre ensemble »
- F7 - Augmentation des situations d'isolement et de leurs conséquences
- F8 - Généralisation de la peur de l'avenir, de l'éco-anxiété, sentiment d'impuissance
- F9 - Ruptures démographiques
- F10 - Développement des mouvements de protestation

